



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

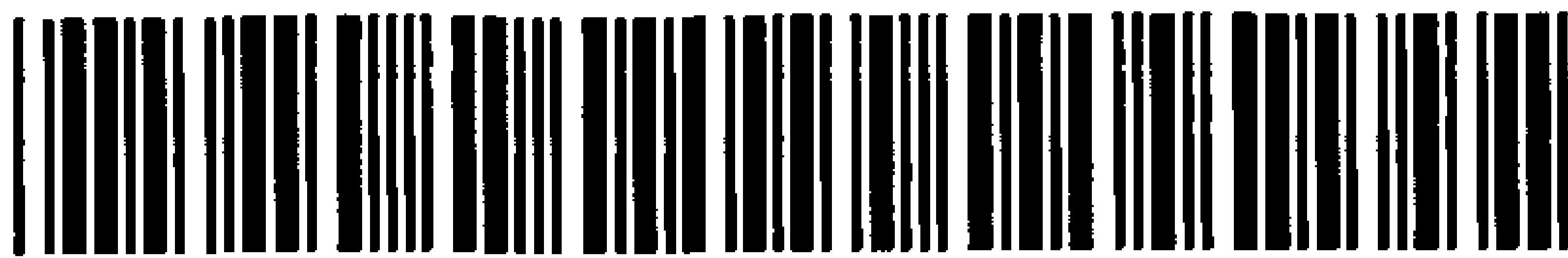
Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 19593

Numéro SIREN : 797 879 806

Nom ou dénomination : 2 CO

Ce dépôt a été enregistré le 03/06/2015 sous le numéro de dépôt 49789



1504984201

DATE DEPOT : 2015-06-03

NUMERO DE DEPOT : 2015R049789

N° GESTION : 2013B19593

N° SIREN : 797879806

DENOMINATION : 2 CO

ADRESSE : 17 rue La Vieuville 75018 Paris

DATE D'ACTE : 2015/05/11

TYPE D'ACTE : DECISION DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

NATURE D'ACTE : AUGMENTATION DE CAPITAL

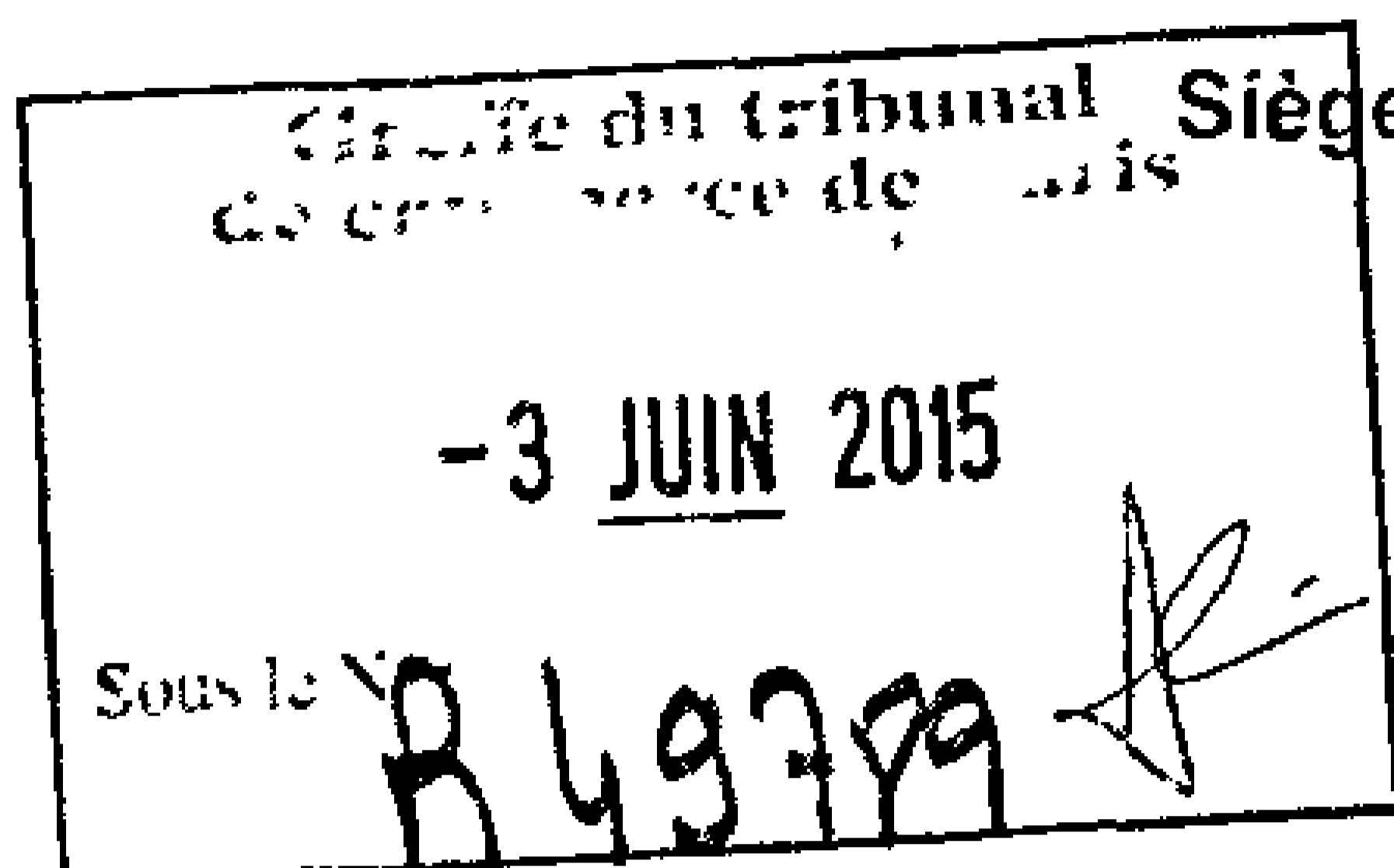
CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

DI, 11.05.15, AW.CM.7G.
06, ~

13B19593

AR MEN CONSULTING
Société par Actions Simplifiées Unipersonnelle
au capital de 2 000 euros
Siège social : 17, rue la Vieuville 75018 Paris
797 879 806 RCS PARIS



Cécile Carfagna
Le Président
A. Chouaou

PROCES-VERBAL DES DECISIONS UNANIMES DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE EN DATE

DU 11 Mai 2015

Le Onze mai deux mille quinze, l'actionnaire unique de la société :

- Monsieur Chabanne CHOUAOU, propriétaire de 200 actions de 10 euros chacune

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- L'augmentation du capital.
- Changement de la dénomination Sociale.
- Changement de l'objet Social.
- Pouvoir en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

L'actionnaire unique, décide d'augmenter le capital social de la Société par actions simplifiée Unipersonnelle à compter de ce jour.

Le capital social est augmenté de 8 000 euros pour être porté et fixé à la somme de 10 000 euros. Il sera désormais divisé en 1000 actions de 10 euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées, qui seront intégralement attribuées à l'associé unique.

Les fonctions de Président, exercées par Monsieur Chabane CHOUAOU continuent à ce jour, en tant que Président.

DEUXIEME DECISION

L'actionnaire unique, décide de changer la dénomination sociale de la société par actions simplifiée Unipersonnelle à compter de ce jour.

La nouvelle dénomination sociale sera : 2CO

TROISIEME DECISION

C-C

L'actionnaire unique, décide de modifier l'objet social de la société par actions simplifiée Unipersonnelle à compter de ce jour.

Le nouvel objet social sera :

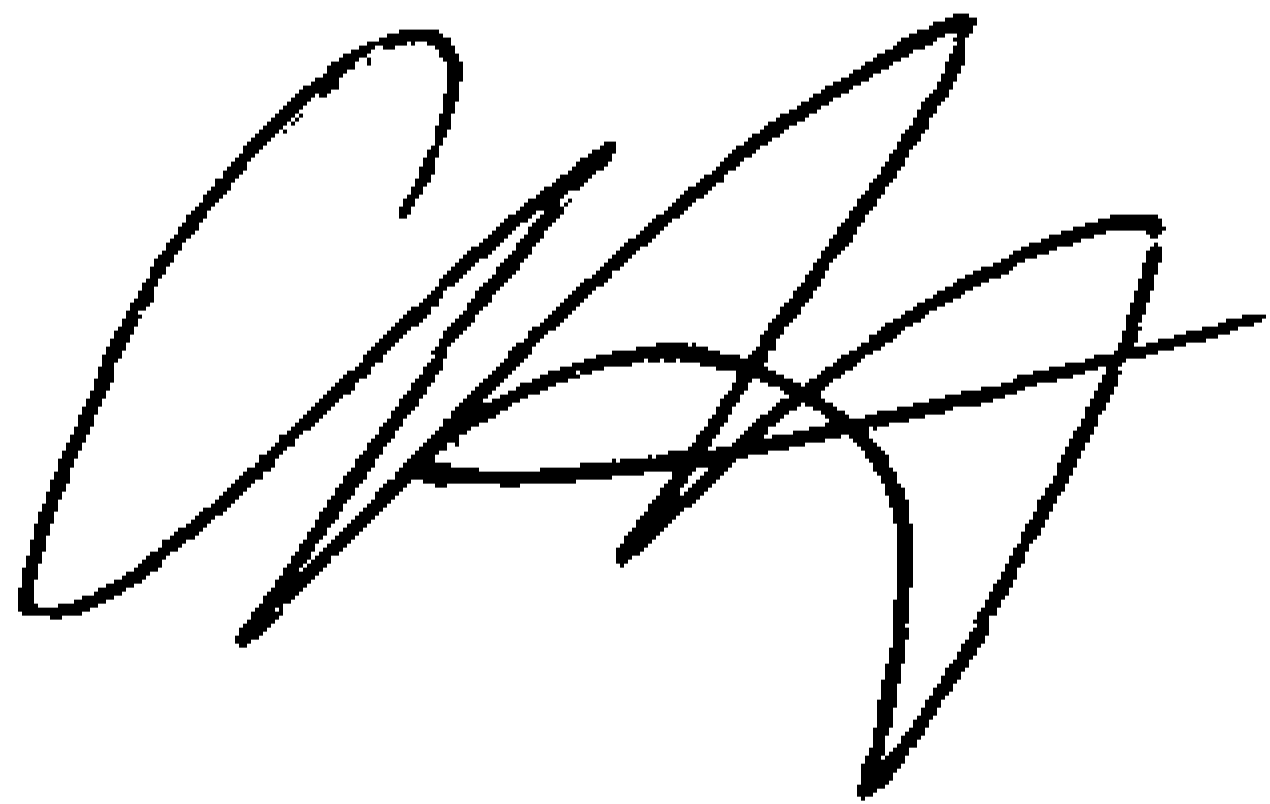
« Vente d'objets dérivés artistiques, souvenir, Tableaux, Parfum, conseil en affaire mise en relation client en tant qu'intermédiaire, le négoce, l'achat et la vente de tout produit non réglementés »

CINQUIEME DECISION

L'actionnaire unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé l'actionnaire unique et répertorié sur le registre des décisions.

M. CHABANE CHOUARD



Enregistré à : SIE GRANDES CARRIERES

Le 28/05/2015 Bordereau n°2015/257 Case n°5

Ext 1392

Enregistrement : 375 € Pénalité :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent administratif des finances publiques

Francis - Xavier
S. MOINET
Agent administratif
des finances publiques

C + C



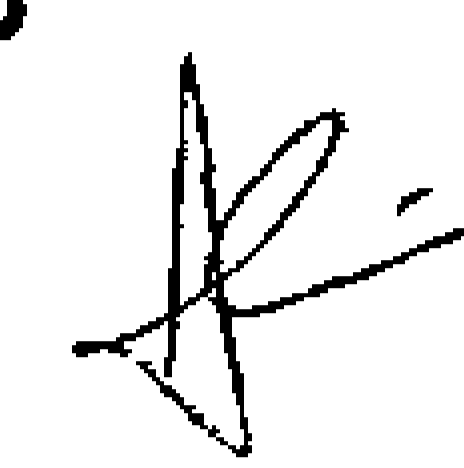
1504984202

DATE DEPOT : 2015-06-03
NUMERO DE DEPOT : 2015R049789
N° GESTION : 2013B19593
N° SIREN : 797879806
DENOMINATION : 2 CO
ADRESSE : 17 rue La Vieuville 75018 Paris
DATE D'ACTE : 2015/05/11
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :

13319593

STATUTS 2CO

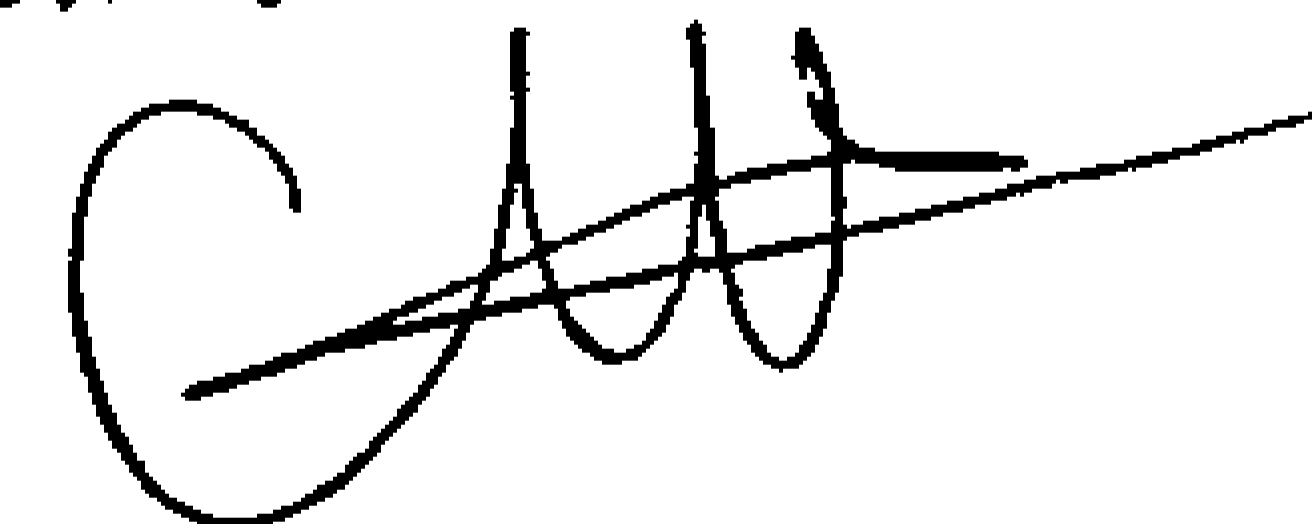
SASU AU CAPITAL DE 10 000 euros
17, rue la Vieuville -75018 Paris

Greffe du tribunal de commerce de Paris Déposé le : -3 JUIN 2015 Sous le N. <u>RL9779</u> 

**Statuts modifiés suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 Mai
2015**

Certifié conforme

Le Président
N. CHABANE



2 CO

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE AU CAPITAL DE 10 000 EUROS

Le soussigné :

Monsieur CHOUAOU Chabane née le 12 Septembre 1972 à Paris 14^e (« France »), de nationalité Française, et domicilié 11 Allée Carpeaux 94500 Champigny sur marne,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée unipersonnelle. .

ARTICLE 1 – FORME

Il existe entre le propriétaire des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs Actionnaires et ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 **Objet**

La société a pour objet social en France et à l'étranger " Vente d'objets dérivés artistiques, souvenir, Tableaux, Parfum, conseil en affaire mise en relation client en tant qu'intermédiaire, le négoce, l'achat et la vente de tout produit non réglementés »

Toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'achat et la vente au détail sur internet de tous articles et produits marchands non réglementés sous toutes ses formes d'opérations et tous services pouvant s'y rattacher.

– la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées;

– la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités;

– la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 **Dénomination**

La dénomination sociale est : 2CO ✍

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « SASU » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 **SIEGE SOCIAL**

LE SIEGE SOCIAL EST FIXE A : 17, RUE LAVIEUVILLE 75018 PARIS

IL PEUT ETRE TRANSFERE EN TOUT AUTRE ENDROIT DU TERRITOIRE FRANÇAIS METROPOLITAIN, Y COMPRIS EN CORSE, PAR SIMPLE DECISION DU PRESIDENT, RATIFIEE PAR L'ASSOCIE UNIQUE.

C.C.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 Apports

Le soussigné, associé unique, fait apport à la société, à savoir :

- la somme en numéraire de 10 000 euros (Dix mille euros)

Soit, au total, une somme de 10000 euros correspondant à 1000 actions de 10 euro chacune, souscrites en totalité et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire laquelle somme a été déposée, pour le compte de la société.

ARTICLE 7 Capital social

Le capital social est fixé à 10 000 euros, divisé en 1000 actions de 10 euros chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 1000, attribuées aux actionnaires en proportion de leurs apports, à savoir :

Le capital social a été libéré à hauteur de 10 000 euros

- à Monsieur Chouaou CHABANE 1000 actions, numérotées de 1 à 1000 inclus, soit mille actions.

Total du nombre de actions composant le capital social : 1000 actions soit mille actions.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique délibérant dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

C.C

ARTICLE 11' - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci. La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier ministériel.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 13 - GESTION DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président.

Le Président de la société est élu à la majorité simple par l'assemblée générale. Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président est nommé pour une durée de six ans.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.

C.C

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Commissaire aux Comptes (s'il en est nommé un) présente un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président et actionnaire unique.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les Interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES

L'assemblée générale est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 16 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation : des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année; qui commence le premier JANVIER et finit le trente et un DECEMBRE. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 DECEMBRE 2014.

C.C

ARTICLE 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'actionnaire doit statuer sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux Comptes (éventuellement).

ARTICLE 19 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, décider en assemblée générale s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision de l'actionnaire.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

ARTICLE 21 – CONTESTATIONS

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés. -

ARTICLE 22 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts, pour une durée indéterminée, est Monsieur Chabane CHOUAOU.

C.C

ARTICLE 23 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 24 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société.

Fait à Paris en 5 exemplaires, le 19 Septembre 2013

M. CHOUAOU C HAZANE

CAA